

Indien het quorum voor deelname of vertegenwoordiging niet wordt bereikt, roept de Voorzitter binnen twee werkdagen een nieuwe vergadering bijeen. Op deze nieuwe vergadering beraadslaagt en beslist de Commissie wanneer vier stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Indien geen consensus wordt bereikt, neemt de Commissie haar beslissing bij de gewone meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Wanneer een lid de Directeur van de bij het beroep betrokken instelling is of de echtgenoot, ouder of een bloed- of aanverwant tot de vierde graad inbegrepen van de betrokken leerling, mag hij geen zitting hebben in de Commissie.

De Commissie gaat de ontvankelijkheid van het beroep na in het licht van de voorwaarden van artikel 102/2, § 2, tweede lid, van voornoemd decreet van 24 juli 1997.

Art. 9. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de minister belast met het onderwijs. Het huishoudelijk reglement vermeldt minstens de noodzaak om het vertrouwelijke karakter van de debatten te eerbiedigen, de mogelijkheid om een of meer deskundigen uit te nodigen en de noodzaak voor de leden van de Commissie om zichzelf spontaan op te zeggen wanneer zij niet voldoen aan de voorwaarden van artikel 8, lid 6, van hetzelfde besluit.

Art. 10. De Commissie stelt jaarlijks een activiteitenverslag op dat zij aan de Algemene directie leerplichtonderwijs en aan de Minister bevoegd voor onderwijs toezendt.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 11. De minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2019.

Voor de Regering :

De Minister-president, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204162]

2 MAI 2019. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale relatives aux receveurs régionaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. À l'article 30, alinéa 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par le décret du 29 mars 2018, le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ».

Art. 3. L'article 43 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 43. § 1^{er}. Tous les membres du personnel sont recrutés ou nommés par le conseil de l'action sociale.

Le conseil de l'action sociale peut déléguer ce pouvoir au bureau permanent ou aux comités spéciaux.

Sans préjudice des dispositions de l'article 56, les recrutements et nominations se font conformément à des conditions de recrutement et d'avancement fixées au préalable et dans les limites du cadre.

§ 2. Dans les centres publics d'action sociale où l'exercice de la fonction de directeur financier ne requiert pas une activité à temps plein, cette fonction est confiée à un receveur régional ou à un directeur financier à temps partiel, sans préjudice de l'application de l'article L1124-21, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 41^{ter}, § 4.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un receveur régional peut être désigné, pour une période de quatre mois renouvelable une seule fois, aux fonctions de directeur financier dans tout centre public d'action sociale qui en ferait la demande, en cas de vacance de l'emploi ou en cas d'absence du titulaire pour une durée excédant trente jours.

Le Gouvernement arrête les conditions et modalités suivant lesquelles cette fonction est confiée en vertu des alinéas 1^{er} et 2.

§ 3. Sauf disposition contraire prévue par la présente loi, les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ou adoptées en vertu de celui-ci, concernant les receveurs régionaux exerçant leurs fonctions au sein d'une commune sont applicables au receveur régional exerçant ses fonctions au sein d'un centre public d'action sociale.

§ 4. Lorsque le centre public d'action sociale décide de ne plus confier la fonction de directeur financier à un receveur régional, il communique sa décision de créer l'emploi de directeur financier au gouverneur.

Le centre public d'action sociale ne peut pas publier la vacance visée à l'alinéa 1^{er} avant que le gouverneur lui ait notifié sa décision de mettre fin à la mission de tout receveur régional dans le centre.

Le centre public d'action sociale qui crée l'emploi de directeur financier peut toutefois nommer immédiatement à cet emploi un receveur régional. Cette délibération produit directement ses effets, sans préjudice toutefois des pouvoirs de l'autorité de tutelle.

Les receveurs régionaux sont réputés satisfaire à toutes les conditions de nomination à l'emploi de directeur financier.

§ 5. Dans la mesure où le centre applique l'article L1124-21, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le directeur financier du centre est nommé par le conseil de l'action sociale. Dans ce cas, il exerce la fonction de directeur financier du centre dans les locaux de ce dernier et selon un horaire déterminé de commun accord par le centre et la commune. ».

Art. 4. À l'article 46 de la même loi, remplacé par le décret du 18 avril 2013 et modifié par le décret du 19 juillet 2018, il est inséré un paragraphe *6bis* rédigé comme suit :

« § *6bis*. En cas d'absence du receveur régional, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué procède, s'il y a lieu, à la désignation d'un receveur régional faisant fonction. Cette désignation est opérée sur base volontaire. Si aucun receveur régional ne s'est porté volontaire, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué peut désigner d'office un receveur régional dans le respect des conditions éventuellement fixées par le Gouvernement.

Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé, pour chacun des centres publics d'action sociale du ressort du receveur régional absent, à l'établissement du compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué de la province dans laquelle se situe chacun des centres concernés. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1363 (2018-2019) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204162]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren in Bezug auf die Regionaleinnehmer (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret wird in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine in Artikel 128 der Verfassung bestimmte Angelegenheit geregelt.

Art. 2 - In Artikel 30 Absatz 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018 wird das Wort "Einnehmer" durch das Wort "Finanzdirektor" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 43 desselben Gesetzes, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 43 - § 1. Alle Personalmitglieder werden vom Sozialhilferat eingestellt oder ernannt.

Der Sozialhilferat kann diese Zuständigkeit dem ständigen Präsidium oder den Sonderausschüssen übertragen.

Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 56 werden Anwerbungen und Ernennungen nach den im Voraus festgelegten Anwerbungs- und Beförderungsbedingungen und innerhalb der Grenzen des Personalrahmens vorgenommen.

§ 2. In den öffentlichen Sozialhilfzentren, in denen die Ausübung des Amtes des Finanzdirektors keine hauptberufliche Tätigkeit erfordert, wird dieses Amt unbeschadet der Anwendung von Artikel L1124-21 § 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung und von Artikel 41ter § 4 einem Regionaleinnehmer oder einem teilzeitlich tätigen Finanzdirektor übertragen.

Abweichend von Absatz 1 kann ein Regionaleinnehmer für einen Zeitraum von vier Monaten, der nur einmal erneuert werden kann, zum Finanzdirektor in jedem öffentlichen Sozialhilfezentrum ernannt werden, das dies beantragt, falls die Stelle zu besetzen ist oder falls der Inhaber der Stelle für eine Dauer von mehr als dreißig Tagen abwesend ist.

Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten fest, unter denen dieses Amt gemäß den Absätzen 1 und 2 übertragen wird.

§ 3. Sofern in dem vorliegenden Gesetz nichts anderes bestimmt ist, gelten die Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung oder die aufgrund dieses Kodex verabschiedeten Bestimmungen über die Regionaleinnehmer, die ihre Aufgaben innerhalb einer Gemeinde wahrnehmen, für den Regionaleinnehmer, der sein Amt innerhalb eines öffentlichen Sozialhilfezentrums ausübt.

§ 4. Wenn das öffentliche Sozialhilfezentrum beschließt, das Amt des Finanzdirektors nicht mehr einem Regionaleinnehmer zu übertragen, teilt es dem Gouverneur seine Entscheidung mit, die Stelle eines Finanzdirektors zu schaffen.

Das öffentliche Sozialhilfezentrum darf das in Absatz 1 genannte Stellenangebot erst dann veröffentlichen, wenn der Gouverneur ihm seine Entscheidung mitgeteilt hat, den Auftrag eines Regionaleinnehmers in dem Sozialhilfezentrum zu beenden.

Das öffentliche Sozialhilfezentrum, das die Stelle des Finanzdirektors schafft, kann jedoch umgehend einen Regionaleinnehmer auf diese Stelle ernennen. Dieser Beschluss hat unmittelbare Wirkung, unbeschadet der Befugnisse der Aufsichtsbehörde.

Es wird davon ausgegangen, dass die Regionaleinnehmer alle Voraussetzungen für die Ernennung im Amt eines Finanzdirektors erfüllen.

§ 5. Insofern das Sozialhilfezentrum Artikel L1124-21 § 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung anwendet wird der Finanzdirektor des Sozialhilfezentrums durch den Sozialhilferat ernannt. In diesem Fall übt er das Amt des Finanzdirektors des Sozialhilfezentrums in den Räumlichkeiten des Sozialhilfezentrums und nach einem im gegenseitigen Einvernehmen zwischen dem Sozialhilfezentrum und der Gemeinde festgelegten Zeitplan aus.“

Art. 4 - In Artikel 46 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Dekret vom 18. April 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 19. Juli 2018 wird ein Paragraph *6bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ § *6bis*. Bei Abwesenheit des Regionaleinnehmers benennt der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar erforderlichenfalls einen diensttuenden Regionaleinnehmer. Diese Benennung erfolgt auf freiwilliger Basis. Wenn sich kein Regionaleinnehmer freiwillig gemeldet hat, kann der Gouverneur oder der beauftragte Bezirkskommissar unter den von der Regierung gegebenenfalls festgelegten Bedingungen von Amts wegen einen Regionaleinnehmer benennen.

Zum Zeitpunkt seiner Einsetzung und Beendigung seiner Aufgaben wird für jedes der öffentlichen Sozialhilfezentren, die der Zuständigkeit des abwesenden Regionaleinnehmers unterstehen, die Endabrechnung der Geschäftsführung erstellt und die Kasse sowie die Buchungsbelege übergeben unter der Aufsicht des Gouverneurs oder des beauftragten Bezirkskommissars der Provinz, in der sich jedes der betreffenden Sozialhilfezentren befindet.“

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1363 (2018-2019) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 30. April 2019

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204162]

2 MEI 2019. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn met betrekking tot de gewestelijke ontvangers (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In artikel 30, zevende lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt het woord "ontvanger" vervangen door de woorden "financieel directeur"

Art. 3. Artikel 43 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 43. § 1. Alle personeelsleden worden aangeworven of benoemd door de raad voor maatschappelijk welzijn.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan deze bevoegdheid overdragen aan het vast bureau of aan de bijzondere comités.

Onverminderd het bepaalde in artikel 56, geschieden de aanwervingen en benoemingen overeenkomstig vooraf bepaalde aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden en binnen de perken van de personeelsformatie.

§ 2. In de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waar het ambt van financieel directeur geen voltijdse activiteit vergt, wordt dat ambt aan een gewestelijke ontvanger of aan een deeltijdse financieel directeur toegewezen, onverminderd de toepassing van artikel L 1124-21, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van artikel 41ter, § 4.

In afwijking van lid 1 kan een gewestelijke ontvanger, voor een periode van vier maanden, eenmaal verlengbaar, worden benoemd tot financieel directeur van elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat daarom verzoekt, in geval van een vacature of afwezigheid van de titularis van meer dan dertig dagen.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder en de wijze waarop dat ambt wordt toegewezen krachtens de leden 1 en 2.

§ 3. Behoudens andersluidende bepalingen in deze wet, zijn de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, of die op grond daarvan zijn aangenomen, betreffende gewestelijke ontvangers die hun ambt binnen een gemeente uitoefenen, van toepassing op de gewestelijke ontvanger die zijn ambt uitoefent in een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 4. Wanneer het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beslist om het ambt van financieel directeur niet langer toe te vertrouwen aan een gewestelijke ontvanger, deelt het zijn beslissing om het ambt van financieel directeur te creëren mee aan de gouverneur.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mag de in lid 1 bedoelde vacature niet publiceren voordat de gouverneur het centrum in kennis heeft gesteld van zijn beslissing om de opdracht van elke gewestelijke ontvanger in het centrum te beëindigen.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat het ambt van financieel directeur opricht, kan echter onmiddellijk een gewestelijke ontvanger voor dit ambt aanwijzen. Deze beraadslaging heeft echter rechtstreekse uitwerking, onverminderd de bevoegdheden van de toezichthoudende overheid.

De gewestelijke ontvangers worden geacht te voldoen aan alle benoemingsvoorwaarden voor de betrekking van financieel directeur.

§ 5. Voor zover het centrum artikel L1124-21, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie toepast, wordt de financieel directeur van het centrum benoemd door de raad voor maatschappelijk welzijn. In dat geval oefent hij de functie van financieel directeur van het centrum uit in de lokalen ervan en volgens een uurrooster in gemeenschappelijk overleg bepaald door het centrum en de gemeente."

Art. 4. In artikel 46 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 18 april 2013 en gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt een paragraaf *6bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 6bis. Bij afwezigheid van de gewestelijke ontvanger wijst de gouverneur of de afgevaardigde arrondissement-commissaris zo nodig een dienstdoende gewestelijke ontvanger aan. Deze aanwijzing geschiedt op vrijwillige basis. Indien geen enkele gewestelijke ontvanger zich vrijwillig heeft aangemeld, kan de gouverneur of de afgevaardigde arrondissement-commissaris ambtshalve een gewestelijke ontvanger aanwijzen, met inachtneming van de door de regering gestelde voorwaarden.

Bij zijn ambtsaanvaarding en -neerlegging wordt voor elk van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die onder het ambtsgebied van de afwezige gewestelijke ontvanger vallen, een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken overgedragen, onder toezicht van de gouverneur of de afgevaardigde arrondissement-commissaris van de provincie waarin elk van de betrokken centra is gevestigd."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE
De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waalse Parlement 1363 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204163]

2 MAI 2019. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux receveurs régionaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. À l'article L1124-21 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 18 avril 2013 et modifié par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 10 000 habitants » sont remplacés par les mots « 15 000 habitants »;
- 2° l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est abrogé;
- 3° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un receveur régional peut être désigné, pour une période de quatre mois renouvelable une seule fois, aux fonctions de directeur financier dans toute commune qui en ferait la demande, en cas de vacance de l'emploi ou en cas d'absence du titulaire pour une durée excédant trente jours. ».

Art. 2. L'article L1124-23 du même Code, modifié par le décret du 18 avril 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-23. § 1^{er}. Il est institué un Collège des gouverneurs wallons, qui réunit les gouverneurs des provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Namur, de Liège et de Luxembourg. Il exerce les attributions qui lui sont confiées par le présent Code et par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement, de délibération et d'organisation du Collège des gouverneurs wallons.

§ 2. Conformément aux conditions et modalités fixées par le Gouvernement, le Collège des gouverneurs wallons organise les concours en vue de constituer une réserve de recrutement de candidats à la fonction de receveur régional.

§ 3. Le gouverneur déclare vacante la fonction de receveur régional.

Conformément aux conditions et modalités fixées par le Gouvernement, il est pourvu à un emploi vacant de receveur régional par la désignation d'un lauréat du concours organisé par le Collège des gouverneurs wallons visé au paragraphe 1^{er} ou par la désignation d'un receveur régional déjà en service dans une autre province.

Les recrutements sont subordonnés à l'accord préalable du Gouvernement.

Les receveurs régionaux sont nommés par le gouverneur.

§ 4. Le receveur régional est placé sous l'autorité du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué.

À l'égard de chaque receveur régional, le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué désigne les administrations dans lesquelles il exerce ses attributions.

Par dérogation à l'alinéa 2, le Collège des gouverneurs wallons peut décharger un receveur régional d'une partie de ses recettes, en vue de lui confier des missions d'appui, définies par le Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement fixe le statut administratif des receveurs régionaux, en consacrant au minimum les principes suivants :

- 1° les modalités relatives au concours, à son organisation et à la réserve de recrutement;
- 2° les conditions et modalités de nomination des receveurs régionaux;
- 3° les droits et devoirs des receveurs régionaux;
- 4° l'instauration d'un stage probatoire d'une durée d'un an;
- 5° l'évaluation du receveur régional par le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement délégué, en donnant aux administrations locales ayant recours aux services d'un receveur régional la faculté de donner leur avis sur les prestations de ce dernier;
- 6° l'organisation d'un recours en faveur des receveurs régionaux auprès du Collège des gouverneurs wallons à l'encontre des décisions prises à leur égard dans le cadre de leur évaluation;
- 7° la faculté de licenciement pour inaptitude professionnelle et l'octroi d'une indemnité de départ, lorsque le receveur régional se voit attribuer deux évaluations négatives successives;
- 8° le régime disciplinaire, la compétence du gouverneur pour adopter une sanction disciplinaire ou une mesure de suspension préventive à l'encontre du receveur régional, ainsi que les conditions et modalités du recours en réformation devant le Collège des gouverneurs wallons contre ces décisions;
- 9° les conditions et modalités d'octroi de congés aux receveurs régionaux;